



## DIALOGUE TRANSATLANTIQUE CANADA-EUROPE: À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS TRANSNATIONALES À DES PROBLÈMES DU 21<sup>IÈME</sup> SIÈCLE.

<http://www.carleton.ca/europecluster>

*Commentaire - janvier 2009*

### **L'euro a dix ans !**

**Patrick Leblond, Université d'Ottawa** \*

Il y a dix ans, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, onze États membres de l'Union européenne (UE) se dotaient d'une monnaie unique, l'euro. Aujourd'hui, la zone euro compte 16 membres, avec l'entrée toute fraîche de la Slovaquie dès que les feux d'artifice annonçant le Nouvel An se sont mis à bombarder le ciel européen. En cette période de crise financière, l'Europe peut tout de même prendre quelques instants pour célébrer cette belle réussite.

La décision de créer une monnaie unique en Europe fut prise en 1993 avec la signature du traité de Maastricht. Cependant, à cette époque, plusieurs politiciens et analystes ne croyaient pas aux chances de la monnaie unique (qui n'avait pas encore de nom) de voir le jour à la fin des années 1990, comme prévu à ce moment-là. D'ailleurs, certains se rappelleront les articles de la revue *The Economist* qui comparaient l'Union monétaire européenne (UME) à cet oiseau australien semblable à une autruche et incapable de voler, l'émeu (en anglais, l'oiseau se nomme *emu* alors que l'acronyme pour l'UME est *EMU*). Avec l'économie européenne en récession et la crise du système monétaire européen en 1992-1993, l'horizon était sombre pour l'UME.

Heureusement, la Commission européenne et l'Institut monétaire européen (précurseur à la Banque centrale européenne) veillaient au grain. Méthodiquement, ces deux institutions ont mis en place les bases légales et politiques pour guider et convaincre les entreprises et institutions financières dans leurs préparations en vue de l'arrivée d'une monnaie commune. Une fois les acteurs économiques convaincus de la volonté des chefs européens de réellement mettre en place l'UME, les taux d'intérêt en Europe se sont mis à converger à la baisse vers ceux de l'Allemagne. Cela a donc contribué à la relance de la croissance économique et ainsi facilité l'atteinte des critères de Maastricht.

Cependant, en fin de compte, l'application des critères fut plutôt flexible, notamment dans le cas de la dette publique en raison du fait que l'Allemagne (le cœur de l'UME) avait atteint le plafond

---

\* *Les opinions exprimées par l'auteur de ce document sont à titre personnel et n'engagent d'aucune façon la responsabilité de l'institution avec laquelle il est associé. Patrick Leblond est professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa. L'auteur est professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa et chercheur au CIRANO.*

de 60 % du PIB en raison de l'intégration de l'Allemagne de l'Est et que les Pays-Bas et l'Irlande, des pays disciplinés macroéconomiquement, avaient également une dette qui dépassait la limite de Maastricht. Il était donc difficile politiquement de dire non aux membres du « Sud », soit l'Espagne, l'Italie et le Portugal.

Malgré une certaine asymétrie en matière de structures économiques entre les membres de la zone euro en raison de la flexibilité avec laquelle les critères furent appliqués, l'euro a eu des effets positifs les économies européennes. La monnaie unique a fortement contribué à la croissance du commerce intraeuropéen. Elle a également permis à plusieurs États membres de se financer à moindre coût sur les marchés internationaux des capitaux. Finalement, elle a jeté les bases menant à l'intégration des marchés financiers européens. D'ailleurs, c'est dans ce secteur où il y a eu le plus progrès en matière d'intégration économique au sein de l'UE au cours des dix dernières années.

L'asymétrie économique entre les membres de l'UME a tout de même nui à certains pays au cours des dernières années. Comme la Banque centrale européenne (BCE) établit son taux directeur pour l'ensemble de la zone euro, certains pays se sont retrouvés avec des taux d'intérêt trop faibles ou trop élevés en fonction de la performance de leur économie. Par exemple, en raison de leur croissance très rapide dans la première moitié de la présente décennie, l'Irlande et l'Espagne auraient dû avoir des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. De son côté, l'Allemagne aurait dû avoir des taux plus bas que ceux décidés par la BCE.

Cette situation n'est pas différente de celle que nous vivons au Canada, où les provinces n'ont pas toujours exactement le niveau de taux d'intérêt qui correspond à leur performance économique. Idéalement, une zone monétaire optimale se doit d'avoir une main-d'œuvre qui est mobile, afin que les travailleurs en chômage dans une région se déplacent vers une autre où il y a pénurie d'emplois, comme les travailleurs des maritimes qui sont allés travailler en Alberta au cours des dernières années. Le problème est qu'en Europe, la mobilité des travailleurs est très limitée, non seulement en raison des problèmes de langues, mais aussi à cause de la rigidité de la réglementation du marché du travail. Les institutions européennes travaillent depuis des années à réduire ces rigidités, mais le progrès est lent. Comme toujours, ceux qui profitent de ces rigidités, souvent appuyés par les syndicats, se mobilisent politiquement pour s'opposer au changement.

Aujourd'hui, l'euro est une monnaie forte et stable. Il y a maintenant plus d'euros en circulation dans le monde que de dollars américains. Avec la crise financière actuelle et la faiblesse de l'économie américaine, plusieurs s'attendent à ce que l'euro dépasse le dollar comme monnaie internationale au cours des prochaines années. Des pays comme le Danemark et la Suède sont à revoir leur position de demeurer à l'extérieur de la zone euro. Même l'Islande, qui n'est pas membre de l'UE, songe à adopter l'euro.

Il est vrai que certains pays européens comme la Grèce, l'Irlande et l'Italie vivent actuellement des moments difficiles au plan fiscal, mais il est fort peu probable que leur situation les mène à abandonner l'euro et à réintroduire une monnaie nationale. Cela serait catastrophique pour ces économies.

Bien sûr, le Pacte de stabilité et croissance, qui a déjà peu de mordant, va devoir être appliqué avec flexibilité au cours des prochaines années, au fur et à mesure que la crise financière actuelle se résorbe. Cependant, les marchés financiers font maintenant la différence entre les différentes économies de la zone euro, en fonction du risque associé à l'achat d'obligations émises par les

gouvernements de ces pays. Cela n'était pas le cas il y a quelques années, alors que les investisseurs traitaient les membres de l'UME de façon monolithique.

Quant à la BCE, elle a su développer une solide réputation en matière de contrôle de l'inflation. D'ailleurs, elle est parfois accusée d'être trop concernée par l'inflation et pas assez par la croissance économique, même si son objectif premier est la stabilité des prix.

En somme, l'euro est une des grandes réussites de l'intégration européenne. Si jamais les conditions politiques et économiques permettaient la création de monnaies uniques dans les Amériques, en Afrique ou en Asie, il est certain qu'on copierait le modèle européen. Nos amis du vieux continent peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli et nous devons saluer chaudement leur succès. Longue vie à l'euro !